« Des olives dans la caillette »

Bulletin n° 31 / Juillet 2024

« On ne sait plus ce que c'est que l'obscurité. A force de vouloir faire la lumière sur tout,on ne distingue plus rien ! Raymond Devos

Et DITes Oh : Ce dimanche 30 juin, l'Extrême Droite est arrivée en tête dans 297 circonscriptions et peut se maintenir au 2ème tour dans 485 circonscriptions *(situation au 01/07/2024)*. L'Extrême Droite peut donc, le 7 juillet prochain, pour la première fois depuis le régime pétainiste, accéder au pouvoir par les urnes. Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité sur cette situation catastrophique pour notre pays.

Jamais la CGT ne mettra dos à dos l'Extrême Droite avec une quelconque autre force politique. L'Extrême Droite est raciste, antisémite, islamophobe, sexiste, homophobe et violente. Si elle arrive au pouvoir, elle instaurera une société ségrégationniste et s'attaquera à tous les contre-pouvoirs, à la liberté de la presse, à l'indépendance de la justice, des organisations syndicales et de la société civile.

Elle porte un projet qui amplifierait la régression sociale d'Emmanuel Macron avec de nouveaux cadeaux pour les plus riches et les grandes entreprises. Le programme du Rassemblement National prévoit aussi une nouvelle cure d'austérité pour les services publics, le maintien de la réforme des retraites et aucune augmentation de salaire ni de pension. De quoi satisfaire pleinement le patronat qui, pour éviter les mesures de justice sociale, n'hésite pas à dénigrer en priorité le programme du Nouveau Front Populaire.

Le Comité Confédéral National de la CGT, réuni le 1er juillet, réaffirme son appel à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire. La CGT FINANCES PUBLIQUES 26 prend toutes ses responsabilités en relayant cet appel.

La CGT appelle solennellement toutes les forces politiques républicaines à prendre leurs responsabilités, à ne pas se maintenir sur des triangulaires qui assureraient la victoire de l'Extrême Droite et à appeler à faire barrage au Rassemblement National.

La CGT appelle les salariés, les retraités et les privés d'emploi ainsi que la jeunesse à voter pour battre le RN et ses alliés pour qu'il ait le moins de députés possible.

La CGT appelle l'ensemble des candidats républicains à s'engager à abroger la réforme des retraites, à renoncer définitivement à celle de l'assurance chômage et de la fonction publique, à prendre des mesures pour augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux, à garantir un investissement massif dans nos services publics.

"L'extrême droite est arrivée en tête des suffrages lors du premier tour des élections législatives. Ce résultat est une alerte inquiétante. Mais rien n'est joué. **Les organisations syndicales CFDT, CGT, Unsa, FSU et Solidaires appellent à un sursaut démocratique, social et républicain dans les urnes dimanche 7 juillet"**, explique l'intersyndicale rassemblant cinq organisations, lundi 1er juillet 2024, au lendemain du 1er tour des élections.

La rubrique « C'est quand même un monde ! »

Le 9 avril dernier, le ministre Guérini, en préambule d'un projet de loi sur l'efficacité de la fonction publique, souhaitait « lever le tabou du licenciement » par voie de presse interposée.

Outre que le tempo est fort discutable et qu'on est en droit d'attendre d'un ministre qu'il défende les agents de son ministère, la CGT Finances Publiques reconnaît une certaine légitimité dans la démarche. Et va même plus loin en proposant d'ores et déjà quelques noms d'agents dont l'efficience professionnelle et/ou morale est incompatible avec la déontologie demandée à chacun d'entre nous.

À tout seigneur tout honneur, commençons par Jérôme Fournel, ancien directeur général de la DGFIP, responsable de la catastrophe industrielle GMBI/GESLOC, mais parti directeur de cabinet du ministre Le Maire, ministre de l'économie et des finances plus enclin à vendre ses livres libidineux et servir les intérêts des puissants qu'à redresser les comptes de la France. Rappelons aussi qu'une enquête est en cours concernant le montage fiscal dont aurait bénéficié le PSG lors du transfert du joueur Neymar de Barcelone à Paris en 2017, alors que le ministre en place s'appelait Darmanin et que son directeur de cabinet était... Jérôme Fournel. Aucune remise en question ici de la présomption d'innocence, juste une information reprise par de nombreux sites de quotidiens.

Sa remplaçante maintenant, Agnès Verdier. Notre actuelle directrice générale a de manière avérée en mai 2013 voulu protéger, par mensonge, le ministre Cahuzac dont elle était directrice de cabinet, dans l'affaire qui l'opposait à notre collègue et camarade Rémy Garnier, révélateur entre autres du fameux « compte en suisse » du ministre. Ce qui a valu 10 ans de placard et de harcèlement moral à notre collègue ? Avoir regardé où il ne fallait pas et avoir fait preuve d'une conscience professionnelle jamais démentie.

Pour mémoire, le 5 décembre 2016, la cour d'appel de Bordeaux a condamné la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) à verser 125 830 € de dommages-intérêts à M. Garnier pour le préjudice moral et financier qu'elle lui a fait supporter du fait de son harcèlement répété sur une dizaine d'années.

Et pour la bonne bouche, le licencieur lui-même. Le 11 janvier 2023, un message vidéo du ministre Guérini envoyé aux agents avait provoqué une vive réaction des syndicats, condamnant une utilisation "abusive" des données personnelles des agents par le ministère.

À la suite de plusieurs plaintes déposées à l'encontre d'une vidéo sur la réforme des retraites, produite par le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques et diffusée aux agents parfois par le biais de leurs boîtes mail personnelles, la Cnil a informé plusieurs plaignants, le 26 juin 2023, engager une procédure de sanction cinq mois après le début de l'instruction. Un rapport de sanction administrative a été adressé aux ministères de l'Économie et de la Fonction publique. Concernant les issues possibles de cette procédure, la Cnil explique qu'un "rappel à l'ordre (y compris public) pourrait être prononcé", de même qu'un "non-lieu". "En tout état de cause, la loi Informatique et Libertés ne prévoit pas la possibilité de prononcer une amende à l'encontre de l'État", précise encore l'instance. Bref, faute morale avérée mais aucune sanction.

Ce petit florilège montre combien ces décideurs font peu de cas des obscurs et des sans-grade. Selon que vous serez puissants ou misérables…

Valence, le 03/07/2024

LETTRE OUVERTE à Madame la Directrice de la DDFIP 26

Les agents du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de la DROME tiennent à vous faire part de leurs fortes inquiétudes liées aux conditions d'accueil des usagers.

Le box d'accueil alloué à notre service ne répond en rien aux exigences de conditions décentes dues à nos missions. Ce box est étroit, en ressort un sentiment d'oppression et d'un manque de sécurité flagrant. Nos expériences vécues la semaine passée démontrent qu'il n'est en rien adapté :

- Bureau sans fenêtre et exigu (articles R 4213-2 et R 4213-3 du code du travail)
- Lumière qui agresse les yeux (article R 4223-4 du code du travail)
- Manque d'espace de travail et de mouvement
- Porte de secours avec badge
- Pas de téléphone
- Pas de distance de sécurité avec l'usager, promiscuité
- Aucune confidentialité malgré la porte fermée
- Inaccessibilité pour une personne handicapée
- Pas de marge de manœuvre derrière le bureau car armoire électrique présente (et ouverte)
- Possibilité d'ondes émises par la présence du tableau électrique
- Propos entendus « on est reçu dans un placard à balai ! »
- Câbles électriques au pied des usagers, branchement sur multi-prises
- Des observations dans le registre hygiène et sécurité ont d'ores et déjà été déposées et d'autres devraient suivre.

Nous savons, par les nombreux messages de la Centrale, que cette dernière est fort attachée aux conditions de travail des personnels et de fait à leur bien-être. Aussi, nous prenons nos responsabilités ce jour, pour attirer votre attention sur les craintes que nous avons de recevoir en un lieu inadapté à notre sécurité mais aussi à la qualité du service rendu que nous devons aux usagers.

Nous voulons tout simplement exercer cette noble mission qui est l'accueil, dans de bonnes conditions.

Les agents soussignés vous demandent de prévoir un autre box de réception plus adapté. Nous pensons collectivement que « celui » de la caisse, répondrait aux critères voulus (la confidentialité sera aussi bonne que celle pour les box de l'ancienne salle de réunion).

L'ensemble des agents du SPFE demande un box d'accueil qui répondent aux préconisations du code du travail afin d'avoir des conditions de travail respectueuses des agents et des usagers qui demeure une des priorités de la DGFIP.

Nous trouvons regrettable de ne pas avoir été associés à la totalité des réunions concernant la réorganisation du nouvel accueil (réunion du 11/01/24 uniquement) et que personne n'ait pensé à intégrer dans ce « nouvel accueil » un box réservé à notre service comme auparavant.

Nous espérons vivement que vous entendrez notre demande légitime et d'autant plus qu'elle est simple à réaliser

Sans changement, les agents se réservent le droit d'appliquer leur droit de retrait.

Copie adressée aux organisations syndicales, au médecin de prévention.

Les signatures suivent...

Echos du FS-SST DU 26/06/2024

Chaque ligne du DUERP a été examinée de façon détaillée afin de pouvoir les harmoniser, les risques psycho-sociaux représentent 29 % des risques recueillis.

Situation du SDIF :

Une lettre ouverte signée par les agents du SDIF a été remise en amont à la Directrice expliquant la situation critique du service et le quotidien des agents : sous dotation en agents, missions de plus en plus importantes, surcharge de travail sur les missions foncières. Les agents subissent les plans d'action, ils ont l'impression d'une forte pression hiérarchique. En comparant avec d'autres directions, il est constaté que le SDIF de la Drôme est moins bien doté que d'autres.

Le responsable du service indique qu'à son arrivée en avril 2023, il a trouvé une équipe fatiguée, stressée, des outils qui fonctionnaient mal. Les agents étaient en souffrance. Constat également fait par le Docteur Morin.

La Directrice prend note de l'émotion des agents mais elle considère que les directives émises par Bercy doivent être appliquées. Il a été dit qu'il faut savoir accepter de moins bien travailler pour que cela aille mieux et rattraper le retard !!! On nous propose donc de bâcler le travail pour apurer le retard.

Une réunion est programmée le 4 juillet entre la direction et le SDIF, à suivre...

Budget et formations : Les OS proposent un groupe de travail en septembre pour étudier le DUERP afin de voir si des fiches de proposition peuvent être retenues.

Questions diverses :

- Suite à nos interventions :

Pour le box dédié à l'accueil du SPFE, la direction a indiqué qu'il n'y aura pas de changement et qu'à l'avenir, ce box est prévu pour les RDV physiques qui devraient être peu nombreux ! (cf lettre ouverte)

Concernant les fortes chaleurs et son dispositif, c'est enfin dans les tuyaux de la direction !!! Une note a été éditée le 01/07/2024.

cgt.ddfip26@dgfip.finances.gouv.fr

Julian Assange libre !

Nous évoquions son calvaire absurde et inique dans notre bulletin n°30 de mai dernier.
Nous ne pouvons que nous réjouir de sa libération intervenue le 25 juin. Il ne connaîtra donc pas les geôles américaines pour les 175 ans à venir ...

Rubrique « un peu de poésie dans ce monde de brutes ! »

Sans réponse de votre part

Sans réponse de votre part
nous prendrons des décisions
qui changeront le cours
des vies des membres
de votre famille
sur trois générations

Sans réponse de votre part
et on se fiche bien de savoir
si vous avez les moyens
de donner réponse au bon moment
au bon endroit
nous viendrons sonner à votre porte
nous fermerons le portail de l'association
nous ferons des feux avec les lois d'avant
nous dirons des horreurs
ces horreurs seront reprises dans les médias
des gens diplômés diront
il faut chercher à comprendre d'où viennent ces horreurs-là

Sans réponse de votre part
nous privatiserons même le sommeil
même les horaires de promenade
même les pelouses du jardin public
d'ailleurs nous n'utiliserons plus ce mot "public"
sauf pour parler des jours de liesse
dans les stades et les salles de concert
on dira "voilà ce que le public veut"
même si la moitié du public
n'est pas là
parce qu'il a de la poussière dans l'âme
et dans les yeux

Sans réponse de votre part
nous ferons en sorte de liguer
les pauvres contre les très pauvres
afin de les occuper
et de justifier la colère
les mandats les fermetures
les coupes budgétaires
Nous regarderons en direct
ceux qui sont mal payés
en vouloir à ceux qui sont
encore plus mal payés
et ceux-là auront la haine
qu'on ne comprenne pas
qu'ils ont passé une vie entière
à être mal payés même si on leur répète
qu'ils sont les éléments
les plus nécessaires
pour que tienne solidement
la loi du marché

Sans réponse de votre part
nous ferons des étincelles
attention à celles
qui vous frôlent de très près.

Cécile Coulon

COMPTE RENDU DU CDAS DU 13/06/24

Les actions qui ont eu lieu en 2023 sont : l'arbre de Noël, la sortie à la mer, le week-end au marché de Noël et l'équipement d'espaces de repas.
Concernant le restaurant-inter-administratif, il y a eu une grosse augmentation des repas subventionnés : 10 246 repas subventionnés servis en 2022 contre 18 608 en 2023. Au total sur l'année 2023, le RIA a servi plus de 37 000 repas.
Un questionnaire a été adressé à l'ensemble des agents courant mai pour connaître les attentes des agents. 99 personnes ont répondu. On peut noter que pour la majorité des agents, le montant de la participation restant à la charge de l'agent est essentielle pour participer aux actions proposées par l'action sociale.
Les propositions qui en ressortent concernent plutôt des activités en local et de bien-être.
En 2024 ont été ou vont être réalisées les actions suivantes : visite de Marseille (proposition SRIAS) le 01/06, sortie au parc Spirou le 22/06 (nombreux participants), le 24/08 croisière-dîner sur le Rhône pour les retraités, le 15/09 sortie à la Bambouseraie + train vapeur et le 13/12 arbre de Noël au parc Savanna (l'inscription vaudra engagement). Toutes les sorties se font à effectif plein voire des agents se trouvent sur liste d'attente.
Il a été mentionné que le recours à un autocariste pèse sur le budget des sorties proposées. Une réflexion va être menée, selon les sorties et la faisabilité, sur les moyens de se passer de transports en autocar (covoiturage, train…).
M. Delage a fait un point sur la réforme de l'action sociale. La Fédération de l'Action Sociale des Finances (FASF) est créée et regroupe des blocs par prestation. Il n'y aura plus de référence à ALPAF, EPAF, AGRAF qui se retrouvent au sein de cette fédération. Leurs intérêts étant de faire des économies de coût de gestion.

« La culture n'a absolument aucun sens si elle n'est pas un engagement absolu à changer la vie des hommes. » Romain Gary
Un CLIC gauche sur le logo pour ouvrir l'hyperlien

Pierre Adrian « Que reviennent ceux qui sont loin »

« Rares sont les écritures aussi limpides et ouvragées, capables de susciter une émotion proche des larmes »

Crussol festival du 4 au 6 juillet 2024

Louane, Pierre de Maere, Féfé, Julian Marley, Hubert-Félix Thiéfaine, Keziah Jones, Yaniss Odua, Rouquine, Joao Selva, Sandra Nkaké, Alphée, Mon cher Guy, Yaniss Croze, Savanah et Kimia.

Rubrique : La petite « Canaillou » du jour !

un CLIC gauche sur le logo pour ouvrir l'hyperlien

Esther Duflo est une économiste franco-américaine, professeure au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Elle est reconnue pour son approche novatrice de l'économie du développement, marquée par des recherches empiriques rigoureuses visant à comprendre et à résoudre les problèmes liés à la pauvreté dans le monde.

En 2019, Esther Duflo a reçu le prix Nobel d'économie, partagé avec Abhijit Banerjee et Michael Kremer. Elle est la deuxième femme, après Elinor Ostrom, à recevoir ce prestigieux prix en économie.

« C'est au crédit du Front Populaire d'avoir permis à la conversation de pivoter de sujets d'identité, dont personne ne sort grandi, aux sujets économiques qui sont au cœur des préoccupations des électeurs. Ils l'ont fait en assemblant en un temps record un programme détaillé. » .

BONNES VACANCES A TOUS